

**Interview** Le politologue Germain-Hervé Mbia Yebega (\*) analyse les fondements de l'avancée de l'idéologie en Afrique subsaharienne. Sans être nouvelle, cette doctrine a su profiter des carences internes et d'un contexte international chaotique pour implanter, y compris par la terreur, sa vision intolérante de la société.

## « La diffusion du wahhabisme va de pair avec la crise de l'État »

Propos recueillis par Augusta Conchiglia

■ Au Sahel et dans la région du lac Tchad, l'avancée d'un islam rigoriste venu de la péninsule arabique qui ne veut voir qu'hérésie dans les confréries et les pratiques maraboutiques ancestrales semble irréversible. Quelle évolution de l'islam peut-on y prévoir face aux dérives terroristes du wahhabisme-salafisme ?

□ Le phénomène des radicalismes religieux n'est pas nouveau en Afrique. Les dynamiques du wahhabisme-salafisme s'inscrivent dans une historicité ancienne – qu'on ne peut développer ici –, qui reste l'objet de transactions permanentes et d'ajustements sans fin. Parler de tendance « irréversible » ne me semble donc pas exact.

Le soufisme malékite, qui est un des principaux courants de pratique de l'islam en Afrique subsaharienne, est un islam ancré dans la réalité sociale et sociologique des croyants, dans les éléments de leur enracinement économique, culturel et politique. S'il fait face aux contingences de la propagation, par d'autres, d'une perception radicale de l'islam, il n'en développe pas moins une capacité de résistance et de réappropriation dans le temps des énoncés d'une religion devenue africaine.

Dans la phase actuelle, plusieurs paramètres sont à prendre en compte : l'existence d'anciennes pratiques de l'islam ; les modes opératoires des groupes et communautés d'appartenance ainsi que leur projection au monde et les différentes formes d'externalisation pouvant être entrevues dans cette perspective ; la construction

des États, qui font face aux nécessités de sécurité et de préservation de leur cohésion sociale et politique et de leur intégrité territoriale ; enfin, les interrelations entre États, certains d'entre eux pouvant être plus ou moins liés à des formes d'islamisme radical, que ce soit en Afrique ou hors d'Afrique.

### ► Violence sans projet

On observe, pour l'essentiel, une opposition des communautés structurées à la base et des États aux projets de société profondément incompatibles avec les modes de penser et d'agir préexistants dans la plupart des pays au sud du Sahara. Les modalités de cette opposition sont à redéfinir dans les urgences des situations auxquelles ces communautés et États font face. On se doit cependant de souligner une certaine vulnérabilité économique et sociopolitique des États.

Nous sommes passés, dans beaucoup de cas de figure, de la surprise initiale aux premières réactions mal coordonnées qui, progressivement, commencent à prendre corps. Il existe ainsi ici et là des programmes de déradicalisation islamiste, comme au Nigeria. Mais il aura fallu passer par les contrecoups d'une violence mortifère, sans véritable projet. Le projet de création d'un État islamiste n'a pas pu s'effectuer de manière concrète, et l'institution par Boko Haram d'un émirat à Gowe a plus relevé du leurre

que de la réalité. L'instabilité chronique des 25 dernières années au Mali, la guerre contre Boko Haram, la désorganisation totale de l'État en Somalie sont quelques-uns des exemples les plus significatifs de cette violence sans projet. Je n'ose même pas évoquer la déliquescence de l'État en République centrafricaine, où certains agendas cachés restent sujets à caution.

En Afrique du Nord, la Libye est un autre cas significatif : les anciens arsenaux du régime de Kadhafi ont constitué une des plus importantes sources d'approvisionnement en armes en Afrique occidentale et ont contribué au développement d'une criminalité transfrontalière auxquels sont confrontés tous les États du Sahel. La décision déplorable des « démocraties » occidentales d'attaquer la Libye a épousé les contours d'une situation locale favorable aux désordres que nous connaissons aujourd'hui. Le colonel Kadhafi a soutenu, entraîné et formé des groupes politico-militaires qui ont, à leur manière, fragilisé certains États frontaliers de la Libye.

■ L'implantation sociale de cet islam est-elle vraiment significative – notamment avec les écoles et centres de santé financés par des organisations wahhabites ? Et a-t-elle été, avec l'édification de nombreuses mosquées financées par les pays du Golfe, le mode dominant de pénétration en Afrique subsaharienne ?

« L'INSTITUTION PAR BOKO HARAM D'UN ÉMIRAT À GOWE  
A PLUS RELEVÉ DU **LEURRE** QUE DE LA RÉALITÉ. »

□ La lecture de cette forme d'implantation de l'islam nous amène à identifier, séquentiellement, certains moments forts qui correspondent à des seuils de basculement. Sans nous situer dans une approche linéaire de l'analyse du wahhabisme-salafisme, il faut souligner que la perte de contrôle progressive de certains pans de la vie politique, économique, sociale et culturelle au sein des États a contribué à faire le lit d'une situation dont nous connaissons aujourd'hui les développements.

Après la guerre froide, le maillage sécuritaire autour de nombre d'États africains s'est détricoté. La généralisation des plans d'ajustement structurel à la fin des années 1980 a été le coup de grâce qui a considérablement affaibli ces jeunes États, confrontés aux problématiques d'une gouvernance déclinante. L'Arabie saoudite a offert aux États africains des bourses de formation de futurs clercs musulmans et reçu des contingents d'étudiants dans des universités et centres de formation. De retour dans leurs pays, plusieurs de ces étudiants ont constitué, à leur manière, des chevaux de Troie de la prolifération d'un islam radical et sans concession.

### ► Pandémie islamiste

Bakary Sambe situe le déclenchement du « plan Sahel » des wahhabites-salafistes à la suite de la crise pétrolière, il y a une quarantaine d'années. Ses fondements sont à resituer dans l'histoire des relations entre le continent et les propagateurs de ces courants religieux. Plusieurs raisons semblent expliquer cette dynamique de conversion radicale : l'ancienne volonté de contenir l'expansion de l'Occident en Afrique ; l'assujettissement culturel et idéologique des musulmans d'Afrique ; l'investissement de l'immense marché géostratégique et géoéconomique que constitue le continent. L'implication, plus ou moins établie, de certains États de la péninsule arabique dans ces projets nous le fait penser.

Ces formes d'accompagnement se sont greffées sur les carences des États, la pauvreté de leur vision stratégique et la crise de leadership qu'ils connaissent pratiquement tous. Le contenu des accords de coopération – notamment bilatérale – entre ces États et des puissances tierces, en particulier

l'Arabie saoudite et les pays du Golfe arabe, sont révélateurs de ce vide et de cette impréparation à promouvoir pleinement la chose publique.

■ **Les pouvoirs politiques en Afrique semblent avoir ignoré les effets destructeurs sur leurs propres sociétés...**

□ La crise pétrolière du début des années 1970 est un marqueur de cette



Pour Germain-Hervé Mbia Yebega, c'est l'histoire du continent qui sert de terreau au wahhabisme.

histoire de l'avènement et/ou du développement de l'islam radical wahhabite-salafiste. Il faut interroger les projets de société qui sont alors définis et mis en œuvre en Afrique dans un contexte d'économies de rente, dont la propension à créer de la richesse reste toute relative. Il faut aussi investir le registre des politiques d'éducation et de formation, la dotation d'infrastructures de santé, etc., développées dans ce cadre.

Les États africains semblent n'avoir pas eu une claire perception de leur positionnement au niveau local, sous-régional et continental dans l'avènement de cette pandémie islamiste. Sans ignorer les contraintes d'un environnement international auquel ils sont, à certains égards, dramatiquement arrimés, l'analyse opportune des enjeux de l'islamisme radical n'a pu être faite, alors même qu'il existait, à la fin des années 1970 et au début des années 1980, des signaux suffisamment importants : le renversement des

Pahlavi en Iran, et la guerre en Afghanistan après l'invasion des forces soviétiques. Je formule l'hypothèse que les États où existent différentes formes d'islam confrérique, comme au Sénégal, seraient *a priori* mieux à même de faire face à la vague d'inspiration wahhabite-salafiste à laquelle sont confrontés d'autres pays à la vulnérabilité avérée. La diffusion des projets de société wahhabites-salafistes va de pair, en Afrique, avec la crise de l'État.

■ **Dans le cas du Boko Haram, issu de régions nigérianes déjà acquises aux thèses rigoristes, existe-t-il des relations directes ou indirectes avec les organisations qui pratiquent le prosélytisme wahhabite ?**

□ Le wahhabisme s'inscrit, en Afrique, dans le sillage de l'histoire précoloniale, coloniale et postcoloniale. Selon Issa Saibou, dont les recherches les plus récentes sur la question font autorité, ce qui a souvent été appelé « *islam noir* », caractérisé par la prégnance du soufisme, s'est opposé au panarabisme et au panislamisme, réputés hostiles à l'impérialisme politique et idéologique de l'Occident judéo-chrétien. Les infiltrations nombreuses de courants divers n'ont donc cessé. On peut ainsi dégager quatre grandes tendances de particularismes religieux dans une partie du bassin du lac Tchad. D'abord, la radicalisation opportuniste, fondée sur l'instrumentalisation des frustrations des jeunes. Ensuite, les craintes d'expansion du radicalisme wahhabite-salafiste d'émanation tchadienne et nigériane, porté par les oulémas et les ONG islamiques, capitalisant les modes d'action des Frères musulmans. Le groupe Ansar al-Sunna en est une illustration. Troisièmement, la radicalisation par ignorance des préceptes religieux. Enfin, la radicalisation ethno-confessionnelle.

■ **La cohabitation religieuse au Cameroun est-elle menacée par les incursions de Boko Haram dans le Nord ?**

□ Le Cameroun est un pays en guerre, et l'approche des autorités administratives et politiques est essentiellement militaire et sécuritaire. Il en découle des mesures d'urgence sur les plans militaire et économique, auxquelles est conféré un habillage législatif de circonstance. C'est le sens du vote, puis la promulgation par le chef de l'État, de la loi contre le terrorisme ➔

## Wahhabisme vs soufisme : les dessous pas chics d'une rivalité

En 2012, les publications de WikiLeaks avaient révélé des relations plus que bizarres entre le grand imam du Tchad, le cheikh Hassan Hissein Abakar, président du Conseil supérieur des affaires islamiques et des responsables de l'ambassade des États-Unis à N'Djamena. Le dignitaire religieux ne proposait ni plus ni moins que de collaborer avec les services américains pour dénoncer et traquer les extrémistes islamistes. Il fournit une liste d'organisations et d'agitateurs et demande le soutien des Américains pour appuyer ses démarches et amener le gouvernement tchadien à sévir contre ces éléments dangereux. Il se réclame de la confrérie soufie de la Tidjanya, bousculée ces dernières années par le militantisme wahhabite des Ansar Al-Sunna.

Les Américains approuvent et se félicitent de trouver un allié aussi précieux au sommet de la hiérarchie musulmane, dans un pays aussi sensible que le Tchad. En effet, les associations de bienfaisance et de prêches y sont animées par des éléments ayant fait leurs études en Arabie saoudite ou d'autres instituts sous influence salafiste, comme l'université d'Afrique à Khartoum. Dans ses déclarations publiques, l'imam n'hésite pas s'en prendre violemment aux prédicateurs salafistes. De fait le gouvernement tchadien a prononcé la dissolution l'association des Ansar Al-Sunna et de nombreuses autres à caractère éducatif et caritatif. Le point d'orgue de cette campagne fut l'incarcération du cheikh Haggag Ahmat Mahamat pendant plusieurs mois, au cours de laquelle il subit des sévices physiques.

Le Tchad est un cas assez avancé de l'application de la doctrine qui circule depuis quelque temps chez les analystes et décideurs occidentaux : à savoir l'utilisation des confréries soufies, notamment la Tidjanya, pour contrer le salafisme-wahhabisme dans les pays du Sahel.

Or, à y regarder de plus près, on constate que les deux cheikhs étaient, il y a quelques années, sur la liste des prédicateurs rétribués par l'Arabie saoudite, et que leur conflit a d'abord éclaté pour des raisons personnelles. Le cheikh Haggag Mahamat a fait campagne pour être élu à la tête du Conseil islamique, provoquant le courroux de l'imam Hassan Hissein. C'est que, d'une part, le Conseil islamique s'est imposé comme l'interface unique de toutes les aides venant du monde musulman, particulièrement des pays du Golfe et de la Turquie, et, d'autre part, le contrôle de sa présidence produit des retombées financières très intéressantes.

Quant aux associations interdites pour cause d'extrémisme, elles concernent seulement celles qui refusent la tutelle du Conseil islamique et du grand imam. Les autres continuent à mener leurs activités, et l'orientation idéologique de leurs sponsors extérieurs ne posent aucun problème tant qu'elles acceptent cette tutelle.

Par ailleurs, sans s'embarrasser de la neutralité politique chère à la doctrine soufie, le grand imam est un membre tonitruant du parti au pouvoir et participe activement aux campagnes électorales, dénigrant les opposants. Ainsi le défunt Ibni Oumar Mahamat Saleh, chef du Parti pour les libertés et la démocratie (PLD), fut traité de « *renégat communiste, traître à la oumma* » pour s'être opposé au président Déby Itno. Les Américains sont satisfaits de trouver un tel allié au sommet de la hiérarchie musulmane au Tchad, position qui lui permet de régler ses comptes personnels et, plus grave, en violation du principe de séparation entre la religion et l'État. La Constitution consacre le Tchad en tant que pays laïque, et le seul rempart contre l'extrémisme religieux est l'application de l'État de droit, ainsi que l'éducation des citoyens – et de la jeunesse en particulier – dans le sens de la tolérance, l'ouverture et le pluralisme. ■

Acheikh Ibn-Oumar

en décembre 2014. Les responsables gouvernementaux soulignent l'exemplarité du vieux mode de cohabitation multiconfessionnelle au Cameroun, tout en expliquant le passage à vide de ce vivre-ensemble par le sentiment de victimisation, répandu par certaines élites de la partie septentrionale du pays. Ces élites évoquent l'abandon par l'État de ces populations et de leur terroir et prennent comme preuves l'état des routes, le système de santé, la question du chômage des jeunes, le coût élevé de la vie, la localisation, voire la concentration, des projets structurants dans le Sud. Ce à quoi l'État a répondu par un vaste plan d'urgence triennal d'accélération de la croissance qui, tout en couvrant l'ensemble du pays, sera combiné à des programmes sectoriels concernant exclusivement la région de l'Extrême-Nord. Ces projets touchent l'éducation, notamment de la jeune fille, la construction des écoles, la prise en charge de la femme enceinte dans le cadre du programme dit « chèque santé ».

### ► Se protéger...

Boko Haram subit des défaites militaires qui réduisent sa capacité de nuisance à des actions désespérées de kamikazes. Combinées à l'action civile de l'État, les victoires devraient permettre, selon les responsables camerounais, de réduire les contacts entre les populations et les prédicateurs et autres propagandistes.

La propagation d'un islam radical wahhabite-salafiste mobilise aussi l'ensemble des acteurs à la base. C'est ainsi qu'à l'occasion de l'Aïd el-Fitr 2015, le lamido (chef traditionnel) de Maroua a lu un texte devant les fidèles indiquant que l'islam pratiqué ici était de type malékite, que toute autre école juridique était source de désordre. Le lamido, officiellement chef de l'islam dans son unité de commandement, s'en prenait à la diffusion des thèses hanbalites et des enseignements de Sayyid Qutb perçus comme annonciateurs de l'implantation du salafisme qui se manifeste à travers Boko Haram. ■

► (\*) Germain-Hervé Mbida Yebega est politologue, chercheur à la fondation Paul Ango Ela de géopolitique en Afrique centrale (Yaoundé) et à l'Institut Afrique monde (Paris). Il est aussi enseignant invité à l'École normale supérieure de Maroua (nord du Cameroun).